

DOSSIER



Cet article est issu du dossier

«Robert Mugabe, l'ancien guérillero anticolonialiste qui avait fait du Zimbabwe son royaume»

[Voir tout le sommaire \(/dossiers/robert-mugabe-lancien-guerillero-anticolonialiste-qui-avait-fait-du-zimbabwe-son-royaume/\)](/dossiers/robert-mugabe-lancien-guerillero-anticolonialiste-qui-avait-fait-du-zimbabwe-son-royaume/)

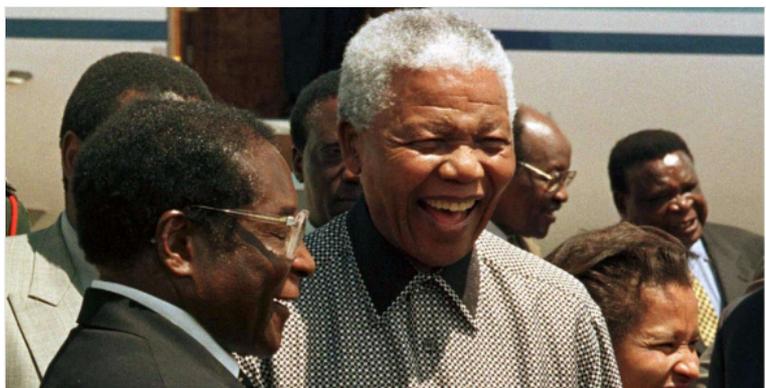
POLITIQUE

Zimbabwe : quand Robert Mugabe publiait une tribune dans JA

06 septembre 2019 à 16h52

Par Jeune Afrique

Mis à jour le 12 novembre 2019 à 15h31



En 1988, Robert Mugabe écrivait pour Jeune Afrique ce pamphlet contre l'apartheid sud-africain, un mal qu'il avait lui-même combattu lors de la guerre de libération.

DANS CE DOSSIER



[Voir tout le sommaire \(/dos...](#)

Robert Mugabe, l'ancien guérillero anticolonialiste qui avait fait du Zimbabwe son royaume

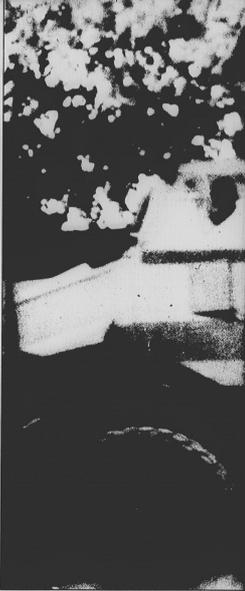
> **Achille Mbembe : « Pour Robert Mugabe, la violence était indissociable de la politique »**
 (/mag/829150/politique/achille-mbembe-en-afrique-robert-mugabe-netait-pas-un-paria/)

> **L'adieu du Zimbabwe et de l'Afrique à Robert Mugabe**
 (/829475/politique/ladieu-du-zimbabwe-et-de-lafrique-a-robert-mugabe/)

DOCUMENT

AFRIQUE AUSTRALE: QUEL COMBAT?

Pour avoir lui-même lutté contre un apartheid sans le nom, le premier leader noir élu du Zimbabwe sait de quoi il parle quand il démonte les perfides mécanismes du pouvoir blanc sud-africain. Et quand il désigne à tous le défaut de la cuirasse par où frapper ce mal tentaculaire et meurtrier.




PAR ROBERT MUGABE
président de la République du Zimbabwe

En tant que chef du gouvernement d'une jeune nation en développement, je constate avec tristesse qu'un certain nombre de pays en développement sont engagés dans des conflits dévastateurs. Dans la plupart des cas, ces pays sont simplement le théâtre de guerres qui ne concernent en rien leur peuple ou leurs intérêts, et qui surviennent dans les « sphères d'influence » de nations plus riches et plus fortes. En fait, le plus grand nombre des guerres livrées depuis quarante ans l'ont été dans des pays du Tiers Monde mais avec la participation limitée des deux supergrands et de quelques grandes puissances. Les guerres de Corée, du Vietnam et du Proche-Orient ont compté parmi les affrontements qui ont amené les hommes au bord d'un conflit mondial.

Une de ces zones de belligérance est aujourd'hui l'Afrique australe. Je prends l'exemple de ma propre région parce qu'il illustre clairement l'absurdité des morts et des destructions matérielles, et les périls qui en découlent pour la paix et la sécurité internationales.

Le Zimbabwe et les Etats-Unis sont pareillement intéressés à ce que l'apartheid cesse en Afrique du Sud. Le temps nous est compté, et l'Afrique du Sud représente à présent une menace pour la paix et la sécurité internationale, dont les implications dépassent largement les frontières de l'Afrique australe.

La République d'Afrique du Sud est en proie à une abominable guerre

4

JEUNE AFRIQUE N° 1429 – 25 MAI 1988

À L'ORIGINE DE CETTE CRISE, IL Y A L'ODIEUX SYSTÈME DE L'APARTHEID QUE REFUSE LA MAJORITÉ NOIRE DU PAYS, AINSI QUE L'ASPIRATION DE CE PEUPLE NOIR À VIVRE LIBRE ET INDÉPENDANT



Une scène d'horreur photographiée clandestinement en février 1987, à Ondobe, petite ville du nord de la Namibie limitrophe de l'Angola : par mesure de « dissuasion », les occupants sud-africains ont promené dans les rues ce cadavre d'un militant de la Swapo ligoté sur un véhicule blindé. Il y avait deux autres cadavres à l'avant du Casspir...

civile. A l'origine de cette crise, il y a l'odieux système de l'apartheid que refuse la majorité noire du pays, ainsi que l'aspiration de ce peuple noir à vivre libre et indépendant sur sa terre natale.

Pendant la période qui a précédé les élections législatives du 6 mai 1987, les grands mots au sujet de la réforme de l'apartheid n'ont pas été ménagés par le Parti national au pouvoir, dirigé par le président P.-W. Botha. Mais cela s'est rapidement ramené à une simple réforme de façade portant sur les laissez-passer, le droit d'accès à la propriété foncière, l'appartenance syndicale et certains aspects de la ségrégation. Le régime du président Botha est déterminé à maintenir dans

la législation deux textes qui forment la pierre angulaire de l'apartheid : le *Population Registration Act*, qui enregistre les gens selon leur couleur, donc sur une base raciale, et le *Group Areas Act*, qui définit leur lieu de résidence en fonction de leur couleur. L'édifice du pouvoir politique demeure intact dans les mains des Blancs, et il est étayé par l'armée.

Après la chute, en 1974, de l'empire colonial du Portugal, le ministre sud-africain de la Défense passa en revue la situation politique dans la région et conçut une stratégie à long terme. En 1977, il publiait un Livre blanc sur ce qui était défini comme une « stratégie totale ». Elle consistait en fait à mobiliser toutes les ressources disponibles au profit de la défense nationale. Il fallait

que le pays maintienne, « par rapport aux Etats voisins, un solide équilibre militaire ». Il fallait également prendre toutes mesures économiques et autres dans le domaine des transports, de la distribution et des télécommunications pour promouvoir ou mettre en vigueur une « collaboration politique et économique » en Afrique australe.

P.-W. Botha était alors ministre de la Défense ; en septembre 1978 il devenait premier ministre et il allait, par la suite, accéder à la présidence. Depuis le jour où il a pris les rênes du pouvoir, l'armée a occupé une position dominante dans la politique sud-africaine. Certains vont jusqu'à dire qu'il y a eu coup d'Etat militaire. La réalité du pouvoir et la prise de décisions sont passées du Parlement du Cap au

JEUNE AFRIQUE N° 1429 - 25 MAI 1988

5

LA TOTALITÉ DE LA MACHINE GOUVERNEMENTALE FONCTIONNE DE FAÇON À DÉFENDRE LES INTÉRÊTS ET LES PRIVILÈGES DES CINQ MILLIONS DE BLANCS SUD-AFRICAINS

DOCUMENT

Conseil de sécurité de l'Etat, au sein duquel sont représentées toutes les branches des forces armées, des services du renseignement et des forces de police. Ce Conseil comprend plus de 500 comités militaires interarmes dans tout le pays, et des membres qui siègent dans le moindre conseil de village ou conseil municipal.

En d'autres termes, la totalité de la machine gouvernementale fonctionne de façon à défendre les intérêts et les privilèges des cinq millions de Blancs sud-africains. La moitié environ de la population blanche se compose d'Afrikaners, qui, dans leur plus grand nombre, soutiennent le Parti national au pouvoir et son idéologie raciste d'apartheid et de discrimination, et l'autre moitié est constituée de descendants des colons britanniques. Les élections de mai ont assisté à une alliance entre Blancs africains et anglophones — qui ont voté ensemble en faveur de la sécurité promise par le Parti national de P.-W. Botha.

Les organisations représentatives de la majorité noire, laquelle compte 22 millions de natifs d'Afrique du Sud, sont déterminées à renverser le régime d'apartheid et à instaurer un gouvernement démocratique au moyen de la lutte armée à l'intérieur appuyée de l'extérieur, par les sanctions économiques et l'aide matérielle que les pays d'Afrique et la communauté internationale sont capables d'assurer. L'équilibre des forces se déplace en faveur de la lutte armée à l'intérieur appuyée de l'extérieur, par les sanctions économiques et l'aide matérielle que les pays d'Afrique et la communauté internationale sont capables d'assurer. L'équilibre des forces se déplace en faveur de la lutte armée à l'intérieur appuyée de l'extérieur, par les sanctions économiques et l'aide matérielle que les pays d'Afrique et la communauté internationale sont capables d'assurer. L'équilibre des forces se déplace en faveur de la lutte armée à l'intérieur appuyée de l'extérieur, par les sanctions économiques et l'aide matérielle que les pays d'Afrique et la communauté internationale sont capables d'assurer.

Le Congrès national africain d'Afrique du Sud (ANC) s'est constitué en 1912 et, pendant près d'un demi-siècle, il s'est efforcé de parvenir, par la négociation, au genre de société que nous autres, au Zimbabwe, avons aujourd'hui et continuons à édifier. Ce n'est qu'au bout de cinquante ans que l'ANC a conclu que toutes les options pacifiques étaient épuisées et qu'il ne restait plus que le recours à la lutte armée. Nelson Mandela, leader de l'ANC, emprisonné depuis vingt-cinq ans, expliquait en 1964, lors de son procès où il était accusé de subversion : « Toutes les voies permettant d'exprimer notre opposition dans la légalité nous étant désormais interdites, nous nous sommes trouvés devant une alternative : soit accepter d'être perpétuellement dominés, soit défier les autorités de ce pays. Nous avons

d'abord violé la légalité par des actions excluant tout recours à la violence ; c'est seulement lorsque cette forme de manifestation fut frappée d'interdiction légale et lorsque le gouvernement eut décidé une épreuve de force pour écraser ses opposants que nous avons décidé de riposter à la violence par la violence. »

Ce n'est pas un phénomène particulier à l'Afrique du Sud que de combattre pour son indépendance. Ni de choisir de combattre pour une société non fondée sur des bases raciales. Les Américains doivent en être conscients plus que d'autres, mais aussi les Européens qui, il y a quarante-cinq ans, ont combattu pour libérer leur pays de l'occupation nazie. L'indépendance et le droit démocratique de la majorité de décider de son destin constituent, ou devraient constituer, un principe sacré pour nous tous. Hélas, en Afrique du Sud, le décor est dressé pour un conflit sanglant et prolongé. Les pays d'Afrique, les puissances moyennes et les super-puissances seront attirés dans ce conflit, probablement dans des camps opposés, préparant ainsi la voie à des affrontements généralisés.

Peu après son accession au pouvoir, Botha proposait une « constellation »

Américains et Européens devraient nous comprendre, eux qui ont combattu pour la liberté contre le nazisme.

des Etats d'Afrique australe dominée militairement, économiquement et technologiquement par Pretoria. Il prévoyait qu'elle comprendrait les *bantoustans* ou « foyers » (ce qui entraînait leur reconnaissance *de facto* sinon *de jure*), les autres membres de l'Union douanière sud-africaine (Botswana, Lesotho et Swaziland) ainsi que le Malawi et le Zimbabwe et peut-être d'autres Etats de la région éventuellement admis par cooptation.

Dans ce but, l'Afrique du Sud déversa énormément d'argent pour la campagne électorale de 1980 au Zimbabwe, juste avant l'indépendance. Son objectif était d'amener un protégé malléable au pouvoir dans notre pays, lequel, pour des raisons géographiques, détenait la clé de la notion de « constellation ». Le Zimbabwe, en tant qu'Etat « client », et les autres pays de la région captés dans les plans de l'Afrique du Sud pour s'assurer l'hégémonie sur la région, auraient été l'objet de pressions considérables pour leur faire reconnaître les bantoustans. Et Pretoria estimait que lorsqu'ils les auraient reconnus, d'autres nations les imiteraient.

Au Zimbabwe, notre indépendance, le 18 avril 1980, constitua un tournant capital pour la région. Le peuple du Zimbabwe déjoua le projet de « constellation » de Botha en donnant à mon parti une majorité écrasante lors des législatives de la fin février organisées sous les auspices d'un gouvernement britannique et de son administration. En conséquence, je pus participer, avec mes collègues des autres Etats de la Ligne de front, à la Conférence pour la coordination du développement des pays de l'Afrique australe (SADCC), notre instrument pour établir une coopération économique régionale plus étroite et pour diminuer la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. A la surprise de l'Afrique du Sud, la SADCC engloba également le Malawi, le Swaziland et le Lesotho, et elle naquit avec le soutien de la Communauté économique européenne.

La création de la SADCC fut une prise de conscience de notre réalité économique et territoriale. Six des pays dont le gouvernement est une émanation de la majorité de la population sont enclavés : Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Pour nos échanges commerciaux et notre survie, nous n'avons qu'une alternative : employer les voies

JEUNE AFRIQUE N° 1429 — 25 MAI 1988

L'AFRIQUE DU SUD, TOUT EN COMBATTANT SES PROPRES HABITANTS, LIVRE UNE GUERRE NON DÉCLARÉE À SES PROPRES VOISINS

DOCUMENT

ferées et les ports de l'Angola, du Mozambique et de la Tanzanie, ou nous servir du système des transports de l'Afrique du Sud et de ses ports. Notre volonté déclarée de diminuer la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud en modernisant les voies d'échanges à travers l'Angola, le Mozambique et la Tanzanie constituait une menace pour la suprématie de Pretoria sur la région. La création de la SADCC laissait aussi présager un abaissement de la balance excédentaire du commerce extérieur de l'Afrique du Sud avec la région, alors estimée annuellement à 2,5 milliards de dollars, à un moment où l'économie de ce pays n'était pas florissante. La majeure partie de cette balance excédentaire provient des rentes que lui procurent ses transports ferrés et l'utilisation de ses installations portuaires.

Plus de 40 % des exportations de minerais du Zaïre transitent par l'Afrique du Sud et par ses ports, alors que, logiquement, ils devraient être acheminés par la ligne de Benguela à travers l'Angola. Pour le Zimbabwe, forcé d'employer les longues voies d'échange à travers l'Afrique du Sud, le débours supplémentaire pour l'acheminement des marchandises atteint annuellement 38 millions de dollars. Par ailleurs, le Malawi et la Zambie acquittent des factures démesurées pour acheminer leurs marchandises par le sud parce que l'Afrique du Sud a détruit nos voies d'échange plus courtes et moins onéreuses à travers l'Angola, la Tanzanie et le Mozambique. [...]

Au moment où nous avons accédé à l'indépendance, pas une marchandise zimbabwéenne ne s'écoulait par le rail et les ports mozambicains, mais, à la fin de 1983, près de la moitié de notre commerce transitait par le Mozambique. Aujourd'hui, ce chiffre est retombé à moins de 20 % à cause des sabotages commis à l'instigation de l'Afrique du Sud. [...]

L'Afrique du Sud, tout en combattant ses propres habitants, livre une guerre non déclarée à ses voisins. Sa tactique varie selon les Etats, en fonction de la vulnérabilité militaire, économique et politique de chacun, mais le pivot de sa politique de « déstabilisation » c'est le sabotage répété du réseau de transports de la région pour que tout acheminement de marchandises passe par son territoire. Afin de maintenir cette dépendance régionale, Pretoria mène une politique

d'agression et de destruction qui a dévasté les économies de ses voisins et causé partout de grandes souffrances.

Il n'y a pas un seul des voisins de l'Afrique du Sud qui n'ait été victime des raids de l'armée sud-africaine — prétendument dirigés contre des membres de l'ANC mais dont les victimes sont pratiquement toujours des citoyens innocents de l'Etat visé. Pretoria se sert aussi, et très largement, d'organisations légées, chez ses voisins du nord, par les luttes anticoloniales, armées et entraînées par les SADF à assassiner, mutiler, violer et détruire à son profit.

L'histoire du prétendu mouvement de la Résistance nationale mozambicaine (Renamo) a été relatée dans le détail par l'ancien chef des services secrets de Rhodésie, et a été récemment rapportée à Washington par un représentant du département d'Etat déposant devant la commission des Affaires étrangères du Sénat. Cette organisation fut créée par les services secrets de Rhodésie et mise à la disposition du renseignement militaire sud-africain à la veille de l'indépendance du Zimbabwe. L'Afrique du Sud a transformé, selon la formule du secrétaire d'Etat adjoint Chester Crocker, la Re-

namo « de ramassis en un groupe rebelle bien armé ».

Nous savons que les chefs de ces bandes criminelles font activement campagne pour obtenir leur reconnaissance par les Etats-Unis. Ils ont réussi à obtenir le soutien de plusieurs membres du Congrès. A la suite du rejet, en juillet 1985, de l'amendement Clark (qui interdisait l'aide aux rebelles angolais) et de la décision, en mars 1986, d'accorder une aide à l'Unita, ces diverses organisations ont tenu une réunion à Washington en août 1986. Leurs chefs espéraient obtenir le même genre de reconnaissance et d'assistance que ce qui avait été accordé à l'Unita de Jonas Savimbi. Dénier sa légitimité au gouvernement du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), c'est favoriser le chaos. L'Unita a le soutien d'un seul groupe ethnique et non de toute la population du pays. Les Sud-Africains n'ont pas caché leur volonté de renverser le gouvernement angolais. L'appui des forces cubaines a été demandé par le gouvernement du MPLA pour défendre le gouvernement souverain de l'Angola, pays donc une partie du territoire a été envahie par des troupes sud-africaines.

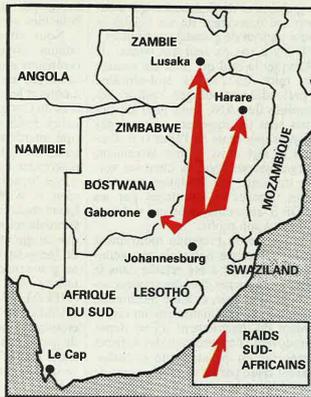
Nous serions aussi heureux que les Anglais de voir les Cubains, comme d'ailleurs toutes les forces étrangères, quitter l'Angola — lorsque les troupes sud-africaines se seront retirées, qu'aura pris fin l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud et qu'y aura été mis en place un gouvernement indépendant, et lorsque le brutal régime d'apartheid aura été supprimé en Afrique du Sud. Si, en Namibie, la marche vers l'indépendance est dans une impasse, c'est à cause de l'Afrique du Sud, qui fait obstacle à l'accession au pouvoir du mouvement populaire de libération Swapo (South West Africa People's Organization), et des Etats-Unis qui lient le départ des troupes cubaines de l'Angola à l'indépendance de la Namibie.

Les nations occidentales n'ont pas mis en œuvre la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU, prise en 1978, qui réclame l'indépendance de la Namibie. La tentative sud-africaine d'instauration d'un gouvernement de transition pour que la Swapo n'accède pas au pouvoir a lamentablement échoué. L'administrateur général sud-africain continue à diriger la Namibie, avec l'appui d'une force d'occupation sud-africaine atteignant 120 000 hommes et de forces irrégulières recrues

Le pivot de la politique de déstabilisation de Pretoria, c'est le sabotage du réseau de transports de la région.

LE SOUTIEN POLITIQUE ET MATÉRIEL QU'APPORTE UNE SUPER-PUISSANCE TELLE QUE LES ÉTATS-UNIS À DES ORGANISATIONS CRIMINELLES NE PEUT ÊTRE QUE GÉNÉRATEUR DE CHAOS

DOCUMENT



Une illustration de la « guerre non déclarée » que le pouvoir sud-africain inflige aux Etats voisins : les raids prétendument destinés à « punir » des membres de l'ANC, mais dont les victimes sont surtout des citoyens innocents des pays visés. Ni le Swaziland ni, surtout, le Lesotho ne sont à l'abri de ce banditisme.

tées localement. Nul ne peut accuser la Swapo de communisme ; elle a un programme démocratique et national d'orientation socialiste, dont la forme et le calendrier doivent être déterminés par une législature indépendante.

Selon une estimation de l'Unicef, les actions menées par l'Afrique du Sud pour assurer son hégémonie sur la région ont fait, en Angola et en Namibie, environ 500 000 morts. [...]

Le soutien politique et matériel qu'accorde une superpuissance telle que les Etats-Unis à des organisations criminelles, des dissidents et des individus discrédités qui ne recherchent que leur intérêt personnel, ne peut être que générateur d'instabilité et de chaos sur la scène politique internationale. Ce n'est pas parce qu'on baptise pareil ramassis « combattants de la liberté » qu'ils le deviennent pour autant. Les bandits qui se sont réunis en août 1986 à Washington n'ont aucun titre à être ainsi désignés.

Une superpuissance ne devrait pas employer l'aide matérielle, financière ou alimentaire, comme levier dans la conduite de sa politique étrangère. Or chaque année, lorsque le Congrès des Etats-Unis examine les projets d'aide à des pays étrangers, son aile droite les scrute attentivement pour en exclure ceux qui poursuivent une politique d'indépendance.

Au Zimbabwe, nous refusons absolument toute aide ou investissement émanant de sphères qui cherchent à modifier ou influencer les options que nous avons définies et qui sont basées sur ce que nous estimons être nos intérêts nationaux. Pour nous, c'est une question de principe. L'administration du président Reagan nous a mis à l'index et refusé toute assistance financière, mais, fermement attachés à nos postulats de base, nous avons défendu notre droit souverain de déterminer notre politique et de l'exposer dans n'importe quel forum. [...]

Cette campagne de la droite me ramène sur un terrain que je connais bien. Durant notre guerre de libération, j'ai été accusé d'être à la tête de suppôts des Soviétiques alors qu'en réalité le gouvernement de l'URSS s'est refusé à nous fournir la moindre aide en armes ou en subsides et, en 1978, ne m'a même pas autorisé à passer, en transit, par l'aéroport de Moscou. L'ANC et le Pan-Africanist Congress en Afrique du Sud et, en Namibie, la Swapo, combattent pour cette liberté et cette indépendance qui étaient le but de notre propre combat.

Il a été pour nous encourageant de voir que le Département d'Etat américain cherchait à améliorer ses relations avec le Mozambique. Déposant, sur l'Afrique, devant la sous-commission des Affaires étrangères du Sénat, le 24

juin 1987, le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines, Chester Crocker, a dit notamment qu'aucun pays d'Afrique australe n'a travaillé avec les Etats-Unis de façon plus constante que le Mozambique pour faire avancer la cause de la paix et de la stabilité dans la région. Il a rendu hommage au Mozambique pour son respect des droits de l'homme et pour les vigoureux efforts qu'il déploie afin de revivifier l'économie et de fortifier le développement des institutions.

L'administration Reagan considère apparemment que le sort du Mozambique est une question essentielle pour l'Afrique australe et pour les intérêts américains dans la région. Il accorde au Mozambique une aide humanitaire de 75 millions de dollars et une aide économique de 10 millions. M. Crocker a évoqué élogieusement l'apport de la Grande-Bretagne : des instructeurs pour certains personnels militaires et une nouvelle aide économique ; et il a signalé que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient nommé récemment des attachés militaires permanents à Maputo. C'est un bon aveu émanant de Pretoria. Il a également noté que, hormis l'Afrique du Sud, tous les voisins du Mozambique soutiennent son gouvernement « contre les rebelles et [qu'ils] considéreraient des contacts officiels de gouvernements occidentaux avec ces derniers comme un acte hostile impliquant l'approbation des tentatives de déstabilisation menées par l'Afrique du Sud ».

Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont exprimé leur soutien au gouvernement mozambicain, en revanche nous avons été surpris que le Mozambique bénéficie de si peu d'aide, et que l'Angola soit exclu de la liste des pays de la SADCC pour qui est prévue une aide cette année. Comme je l'ai dit plus haut, ces gouvernements sont la principale cible des tentatives de déstabilisation dans la région.

Il y a donc des gouvernements légitimes, et ils ont largement besoin d'être soutenus politiquement et matériellement. Leur refus de ces ressources tellement nécessaires revient à se déclarer en faveur de l'Afrique du Sud et de la déstabilisation. [...]

Quand viendra en Afrique du Sud le temps de la négociation, il faut qu'il y ait au-dessus de M. Botha une puissante force (comme il y en a eu dans la Rhodésie de Ian Smith) pour garantir

JEUNE AFRIQUE N° 1429 — 25 MAI 1988

IL N'Y A PAS DE TEMPS À PERDRE. IL FAUT PRENDRE DES DÉCISIONS GRAVES, ET TOUT DE SUITE

DOCUMENT

l'exécution des décisions, car l'Afrique du Sud a saisi suffisamment d'occasions de violer les engagements qu'elle avait pris lors de négociations. Alors qu'elle avait conclu en 1984 des pactes de non-agression, l'Accord de Lusaka avec l'Angola et l'Accord de Nkomati avec le Mozambique, le rapport du « Groupe des Sages » du Commonwealth, *Mission en Afrique du Sud*, a confirmé que « l'Afrique du Sud a violé ces deux accords dès l'origine, administrant une fois de plus la preuve, dans la région, qu'elle ne respecte même pas les engagements pris et solennellement ratifiés par traités ».

Pour que se crée une atmosphère favorable à la négociation, il faut que se conjuguent les pressions extérieures et intérieures qui augmentent le coût du maintien de l'apartheid. Le bill anti-apartheid voté par le Congrès américain l'année dernière constituait un signal de ce type. Il interdisait l'importation, depuis l'Afrique du Sud, de charbon, uranium, fer et acier, produits agricoles et *Erugrand* (monnaie d'or) et, du côté américain, tous nouveaux prêts, investissements, crédits et vente de technologie informatique au gouvernement sud-africain ou à ses organismes. En même temps, il mettait fin aux droits d'atterrissage des South African Airways. Malheureusement, la portée de ces mesures a été émusée et affaiblie par l'amendement Pressler au bill concernant les affectations de fonds pour 1987 : comme nous l'avons déjà indiqué, cet amendement s'opposait à l'affectation de ressources financières à certains Etats de la Ligne de front, ce qui rendait difficile leur participation au programme des sanctions contre l'Afrique du Sud. [...]

Les sanctions concernant les domaines militaire, économique, culturel et sportif isolent le régime ; elles constituent un moyen de rendre plus coûteux l'apartheid, à la fois économiquement et psychologiquement. Cela fait dix ans que l'Afrique du Sud prend sérieusement des mesures destinées à minimiser les répercussions d'un embargo sur son économie et sur sa machine militaire. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas employer ce moyen de pression que sont les sanctions – et on ne doit pas non plus y renoncer sous prétexte qu'elles amoindriront un effondrement de l'économie.

Ceux qui sont opposés aux sanctions se justifient, en premier lieu, en disant que ce sont les Noirs qui en souffriront le plus. Cet argument n'est pas recevable.

Sur cette question, les Noirs d'Afrique du Sud sont clairs et catégoriques : si les sanctions contribuent à faire cesser leurs souffrances, alors il faut les imposer. L'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu, l'a formulé sans ambages : ne laissons pas les gens se servir de nous comme prétexte pour ne pas faire ce qu'ils devraient. Notre souffrance est actuelle, et elle semble ne jamais devoir finir. Si, pour la faire cesser, nous devons souffrir davantage, nous l'accepterons.

Un deuxième argument contre les sanctions, c'est qu'elles pénalisent les Etats voisins de l'Afrique du Sud qui, eux, ont des gouvernements qui sont l'émanation de la majorité de la population. Mais, comme je l'ai déjà montré, nous sommes déjà pénalisés, et si cela doit s'aggraver, nous aussi nous sommes prêts à payer ce prix. Pendant plusieurs mois nous avons discuté, entre Etats de la « ligne de front », pour savoir si nous allions imposer les sanctions globalement décidées par le Commonwealth au sommet des Bahamas. Il en est ressorti que certains d'entre nous ne le peuvent pas parce que leur économie est étroitement liée à celle de l'Afrique du Sud. Cela est vrai des pays de l'Union douanière sud-africaine aussi bien que des autres. Mais cela ne les empêche pas, au contraire, de presser les pays qui, eux, peuvent imposer des sanctions – particulièrement les grandes puissances – de le faire.

Le troisième argument contre les sanctions, c'est qu'elles n'ont pas d'efficacité – et on cite par exemple le cas de la Rhodésie. Or pas un seul pays, et même pas l'Afrique du Sud, n'ont pu reconnaître le régime rhodésien tant qu'il a fait l'objet d'un ensemble de sanctions économiques, prises à l'initiative de l'ONU. Pareilles sanctions ont un caractère limité, mais important et coûteux. La Rhodésie a été forcée de vendre sa production à des prix inférieurs aux cours et de surpayer ses importations. [...]

Le Zimbabwe constitue également un exemple de ce qui résulterait d'un cessez-le-feu. En Afrique du Sud, il est possible de mettre un terme à la spirale de la violence qui entraîne les enfants des townships. Lorsque le cessez-le-feu fut déclaré au Zimbabwe, les armes ont été déposées et, malgré les provocations de nos adversaires, notre peuple ne les a pas reprises mais il est allé pacifiquement aux urnes et a voté pour choisir son gouvernement. Le contexte, dans notre région, est difficile et, si nous avons eu des réussites, nous avons aussi fait des erreurs, mais je crois que nul ne nierait que notre transformation, alors que nous étions un théâtre d'affrontements, en un pays où s'associent des gens de toutes races, offre un réel espoir pour l'avenir de l'Afrique du Sud, actuellement mal orientée et déçirée. [...]

Il n'y a plus de temps à perdre. Il faut prendre des décisions graves, et tout de suite. De même que, il y a plus d'un siècle, les dirigeants des Etats-Unis choisirent de surmonter leurs divisions internes et d'employer le puissant instrument de la liberté, de l'égalité et de la dignité pour construire une nation forte, nous devons faire les choix nécessaires afin d'aider l'Afrique du Sud à mettre un terme à cette difficile période de son histoire et à s'engager dans le chemin de la prospérité et de la paix. Cela, nous devons le faire non seulement au bénéfice de la paix et de la sécurité dans la région mais pour la paix et la stabilité dans le monde, en songeant avec sérieux et sollicitude à l'avenir de notre petite planète. ☉

© Foreign Affairs/Jeune Afrique
(traduit de l'anglais par Maud Sissoum)

9

**Il faut,
en vue de
négociations,
augmenter
de l'intérieur
et de l'extérieur
le coût du
maintien de
l'apartheid.**

LIRE LES AUTRES ARTICLES DU DOSSIER



Voir tout le sommaire (</dossiers/robert-mugabe-lancien-guerillero-anticolonialiste-qui-avait-fait-du-zimbabwe-son-royaume/>)

« Robert Mugabe, l'ancien guérillero anticolonialiste qui avait fait du Zimbabwe son royaume »

- ▶ [Achille Mbembe : « Pour Robert Mugabe, la violence était indissociable de la politique » \(/mag/829150/politique/achille-mbembe-en-afrique-robert-mugabe-netait-pas-un-paria/\)](/mag/829150/politique/achille-mbembe-en-afrique-robert-mugabe-netait-pas-un-paria/)
- ▶ [L'adieu du Zimbabwe et de l'Afrique à Robert Mugabe \(/829475/politique/ladieu-du-zimbabwe-et-de-lafrique-a-robert-mugabe/\)](/829475/politique/ladieu-du-zimbabwe-et-de-lafrique-a-robert-mugabe/)
- ▶ [Zimbabwe : Robert Mugabe sera finalement enterré avec les « héros » de la nation \(/828992/politique/zimbabwe-robert-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation/\)](/828992/politique/zimbabwe-robert-mugabe-sera-finalement-entere-avec-les-heros-de-la-nation/)
- ▶ [\[Édito\] Robert Mugabe, un président en noir et blanc \(/825678/politique/edito-robert-mugabe-un-president-en-noir-et-blanc/\)](/825678/politique/edito-robert-mugabe-un-president-en-noir-et-blanc/)
- ▶ [Robert Mugabe, l'ancien président du Zimbabwe, est mort \(/825159/politique/robert-mugabe-lancien-president-du-zimbabwe-est-mort/\)](/825159/politique/robert-mugabe-lancien-president-du-zimbabwe-est-mort/)
- ▶ [Zimbabwe : Robert Mugabe sera enterré en début de semaine prochaine dans son village, annonce sa famille \(/828253/politique/zimbabwe-le-pays-demarre-son-hommage-national-a-robert-mugabe/\)](/828253/politique/zimbabwe-le-pays-demarre-son-hommage-national-a-robert-mugabe/)
- ▶ [Le corps de Robert Mugabe quitte Singapour pour le Zimbabwe \(/827848/politique/le-corps-de-robert-mugabe-quitte-singapour-pour-le-zimbabwe/\)](/827848/politique/le-corps-de-robert-mugabe-quitte-singapour-pour-le-zimbabwe/)
- ▶ [Le corps de Mugabe rapatrié au Zimbabwe en milieu de semaine \(/826460/politique/le-corps-de-mugabe-rapatrie-au-zimbabwe-en-milieu-de-semaine-prochaine/\)](/826460/politique/le-corps-de-mugabe-rapatrie-au-zimbabwe-en-milieu-de-semaine-prochaine/)
- ▶ [Zimbabwe : l'économie sous Mugabe en quelques chiffres \(/825415/economie/zimbabwe-leconomie-sous-mugabe-en-quelques-chiffres/\)](/825415/economie/zimbabwe-leconomie-sous-mugabe-en-quelques-chiffres/)

- › **Robert Mugabe : « Nous lutterons par les armes jusqu'à l'indépendance »**
(/825631/politique/robert-mugabe-nous-lutterons-par-les-armes-jusqu-a-lindependance/)
- › **Zimbabwe-France : quand Valéry Giscard d'Estaing épaulait les Blancs de Rhodésie**
(/mag/494247/politique/zimbabwe-france-quand-valery-giscard-destaing-epaulait-les-blancs-de-rhodesie/)
- › **Zimbabwe : octobre 1980, la première interview de Robert Mugabe à Jeune Afrique**
(/495646/politique/zimbabwe-la-premiere-interview-de-robert-mugabe-a-jeune-afrique/)
- › **Zimbabwe : en 1980, la « nouvelle guerre » de Robert Mugabe**
(/825683/politique/zimbabwe-en-1980-la-nouvelle-guerre-de-robert-mugabe/)
- › **Zimbabwe : Robert Mugabe, un leader qui dérange** (/825705/politique/zimbabwe-robert-mugabe-un-leader-qui-derange/)
- › **Zimbabwe - Robert Mugabe en 1992 : dure sera la chute**
(/825728/politique/zimbabwe-robert-mugabe-en-1992-dure-sera-la-chute/)
- › **[Édito] Zimbabwe : Bob et Robert** (/825740/politique/edito-zimbabwe-bob-et-robert/)
- › **Théâtre : Robert Mugabe, une tragédie qui se joue aussi à New York**
(/168474/politique/th-tre-robert-mugabe-une-trag-die-qui-se-joue-aussi-new-york/)
- › **Zimbabwe : Robert Mugabe, l'homme qui n'aimait pas les Blancs (et inversement)**
(/227844/politique/zimbabwe-robert-mugabe-l-homme-qui-n-aimait-pas-les-blancs-et-inversement/)
- › **Zimbabwe : 16 ans après la réforme agraire, quels espoirs au pays de Mugabe ?**
(/mag/354299/societe/zimbabwe-16-ans-apres-reforme-agraire-espoirs-pays-de-mugabe/)
- › **[Vidéo] Zimbabwe : Robert Mugabe, un habitué des formules choc**
(/825880/politique/video-zimbabwe-robert-mugabe-un-habitué-des-formules-choc/)
- › **Zimbabwe : le vieux lion Mugabe, la panthère Grace et le crocodile Mnangagwa**
(/mag/494272/politique/zimbabwe-le-vieux-lion-mugabe-la-panthere-grace-et-le-crocodile-mnangagwa/)
- › **Zimbabwe : grandeur et déchéance de « Comrade Bob »**
(/mag/494262/politique/zimbabwe-grandeur-et-decheance-de-comrade-bob/)
- › **Épitaphe pour Mugabe** (/mag/496542/politique/epitaphe-pour-mugabe/)

<https://jeuneafrique.us2.list-manage.com/subscribe?u=6f73d53fb63e8c665c4e3800d&id=9e88e09281>

Newsletter : déjà 250 000 inscrits !

Recevez chaque jour par email,
les actus Jeune Afrique à ne pas manquer !

Entrez votre adresse mail ici

Je m'inscris

- Recevoir des informations de Jeune Afrique
- Recevez les offres des partenaires de Jeune Afrique



COMMUNIQUÉ

**Adetikopé : Une plateforme industrie
logistique pour transformer l'industri**
tegnia

SUR LE MÊME SUJET

Zimbabwe

- > [\[Chronique\] Emmerson Mnangagwa encore pire que Robert Mugabe ? \(/1171837/politique/chronique-emmerson-mnangagwa-encore-pire-que-robert-mugabe/\)](#)
- > [Zimbabwe : quand Bob Marley et Robert Mugabe célébraient l'indépendance de la dernière colonie européenne d'Afrique \(/230362/politique/zimbabwe-18-avril-1980-bob-marley-et-mugabe-c-l-brent-l-ind-ependance-de-la-derni-re-colonie-europ-enne-d-afrique/\)](#)
- > [Burkina Faso, Sénégal... Le semencier Limagrain se cherche une place en Afrique de l'Ouest \(/1135320/economie/semences-limagrain-seed-co-fertile-alliance/\)](#)

Politique

- > [Tunisie : arrestation de Nabil et Ghazi Karoui à Tebessa \(/1224510/politique/tunisie-arrestation-de-nabil-et-ghazi-karoui-a-tebessa/\)](#)
- > [Sénégal : Jamra, censeurs ou lanceurs d'alerte ? \(/1223082/politique/senegal-jamra-censeurs-ou-lanceurs-dalerte/\)](#)
- > [Rama Yade : « L'échec américain en Afghanistan, un avertissement sérieux pour le Sahel » \(/1223157/politique/rama-yade-lechec-americain-en-afghanistan-un-avertissement-serieux-pour-le-sahel/\)](#)

Robert Mugabe

- > [\[Édito\] Deux ou trois choses que je sais de BBY, par François Soudan \(/1170303/culture/edito-deux-ou-trois-choses-que-je-sais-de-bby-par-francois-soudan/\)](#)
- > [\[Chronique\] Emmerson Mnangagwa encore pire que Robert Mugabe ? \(/1171837/politique/chronique-emmerson-mnangagwa-encore-pire-que-robert-mugabe/\)](#)
- > [Zimbabwe : quand Bob Marley et Robert Mugabe célébraient l'indépendance de la dernière colonie européenne d'Afrique \(/230362/politique/zimbabwe-18-avril-1980-bob-marley-et-mugabe-c-l-brent-l-ind-ependance-de-la-derni-re-colonie-europ-enne-d-afrique/\)](#)



PROPOSÉ PAR UGHE

Lancement du Conseil Consultatif AI pour soutenir la mission de l'Université Health Equity

JEUNE AFRIQUE DIGITAL

L'abonnement 100% numérique

consultable sur smartphone, PC et tablette



Profitez de tous nos contenus

exclusifs en illimité !

Inclus, le dernier numéro spécial de Jeune Afrique

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€ (/JEUNE-AFRIQUE-DIGITAL/?TM_SOURCE=JEUNEFRIQUE.COM&TM_CAMPAIGN=BOUTON_VOTRE_HEBDO_ABONNEZ_VOUS&TM_MEI

theafricareport **By** JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

(https://www.theafricareport.com/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'AFRIQUE ANGLOPHONE

Analyse, débats, expertises... Pour comprendre l'Afrique de demain et d'aujourd'hui

EXCLUSIVE – US proposes Libya vote ending in September 2022 to salvage roadmap

> (https://www.theafricareport.com/122644/exclusive-us-proposes-libya-vote-ending-in-september-2022-to-salvage-roadmap/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

What's really behind Zimbabwe's POLAD scheme: Power or democracy?

> (https://www.theafricareport.com/120279/whats-really-behind-zimbabwes-polad-scheme-power-or-democracy/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

Nigeria: New wave of Covid Delta hits the country's economic outlook

> (https://www.theafricareport.com/121352/nigeria-new-wave-of-covid-delta-hits-the-countrys-economic-outlook/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

DÉCOUVRIR ([HTTPS://WWW.THEAFRICAREPORT.COM/](https://www.theafricareport.com/))
THEAFRICAREPORT.COM UTM_SOURCE=JEUNEAFRIQUE.COM&UTM_CAMPAIGN=MEA_TAR_SUR_JA_JANVIER_20202&UTM_MEDIUM=REFERRAL&UTM_CONTENT=WIDGET_FOOTER_MOBILE)

Dans l'actualité

Moïse Katumbi (/personnalites/moise-katumbi/) - Kaïs Saïed (/personnalites/kais-saied/) - Assimi Goïta (/personnalites/assimi-goita/) - Laurent Gbagbo (/personnalites/laurent-gbagbo/) - Opération Barkhane (/tags/operation-barkhane/)

Pratique > Applis mobile (/applications-mobiles/) > Fils RSS (/page-rss/) > Newsletters (<http://eepurl.com/1n5wT>)

RETROUVEZ JEUNE AFRIQUE SUR

([HTTP://WWW.FACEBOOK.COM/JEUNEAFRIQUE1](http://www.facebook.com/jeuneafrique1)) 

([HTTP://TWITTER.COM/JEUNE_AFRIQUE](http://twitter.com/jeune_afrique)) 

([HTTP://WWW.PINTEREST.COM/JEUNEAFRIQUE/](http://www.pinterest.com/jeuneafrique/)) 

([HTTP://WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/JEUNE-AFRIQUE](http://www.linkedin.com/company/jeune-afrique)) 

([HTTP://INSTAGRAM.COM/JEUNEAFRIQUE](http://instagram.com/jeuneafrique))  (/PAGE-RSS/)

RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER JE M'INSCRIS ([HTTP://EEPURL.COM/1N5WT](http://eepurl.com/1n5wT))

Qui sommes-nous ? (/qui-sommes-nous/) Contacts (/contacts/) Recrutement (<https://recrutement.jeuneafrique.com>) Appels d'offres (/landing/appels-doffres/)

Espaces Partenaires (/espace-partenaires/) Conditions générales d'utilisation (/cgu-cgv/) Aide (FAQ) (/faq-globale-generale/) Gérer mes cookies © Jeune Afrique 2021, tous droits réservés